



Informations de base	
2005/2572(RSP) RSP - Résolutions d'actualité Résolution sur la situation en Bolivie Subject 6.10.04 Situation politique des pays-tiers, conflits régionaux et locaux Zone géographique Bolivie	Procédure terminée

Acteurs principaux			
Conseil de l'Union européenne	Formation du Conseil	Réunions	Date
	Affaires générales	2668	2005-06-13

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
09/06/2005	Décision du Parlement	T6-0241/2005	Résumé
09/06/2005	Résultat du vote au parlement		
09/06/2005	Débat en plénière		
09/06/2005	Fin de la procédure au Parlement		
13/06/2005	Débat au Conseil		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2005/2572(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Débat ou résolution d'urgence
Base juridique	Règlement du Parlement EP 150
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		B6-0361/2005	07/06/2005	

Proposition de résolution		B6-0362/2005	07/06/2005	
Proposition de résolution		B6-0365/2005	07/06/2005	
Proposition de résolution		B6-0367/2005	07/06/2005	
Proposition de résolution		B6-0376/2005	07/06/2005	
Texte adopté du Parlement, sujets d'actualité		T6-0241/2005 JO C 124 25.05.2006, p. 0427-0566 E	09/06/2005	Résumé

Résolution sur la situation en Bolivie

2005/2572(RSP) - 09/06/2005 - Texte adopté du Parlement, sujets d'actualité

Le Parlement européen a adopté une résolution sur la Bolivie.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE-DE, PSE, ALDE, Verts/ALE et GUE/NGL.

Le Parlement rappelle que le durcissement du climat dans ce pays (qui a vu de nombreuses grèves dans plusieurs régions et des arrêts de travail dans les secteurs de l'éducation et de la santé) a provoqué la mise à disposition du mandat du président Mesa au Congrès national bolivien. Il réaffirme au passage son soutien ferme et inconditionnel au système démocratique bolivien et augure que le renoncement du président Mesa n'entraînera pas un vide du pouvoir qui pourrait être néfaste au respect des valeurs démocratiques et au respect de l'état de droit dans ce pays.

Le Parlement s'inquiète également des événements politiques et sociaux qui se produisent à La Paz, siège des pouvoirs exécutif et législatif de la Bolivie et souhaite qu'un consensus soit trouvé au sein de la société bolivienne afin que les ressources naturelles du pays, et plus particulièrement les ressources énergétiques, contribuent à son développement et au bien-être social de ses habitants.

Le Parlement demande que des efforts soient faits pour approfondir et élargir la démocratie en Bolivie et appelle l'Union européenne et ses États membres à soutenir ce processus pour que le pays puisse s'extirper du borbier politique et économique, grâce au dialogue et au retour d'un climat de confiance mutuelle, indispensable pour mener le pays sur la voie d'une transition pacifique.

Le Parlement demande enfin à ce qu'une délégation du Parlement européen soit envoyée en Bolivie en vue d'analyser la situation actuelle sur le terrain et de proposer des aides pour soutenir le pays. En sa qualité d'observateur, le Parlement se déclare également prêt à surveiller les processus électoraux où sa présence serait requise.